

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2025, Vol. 10, N°1

Association Internationale
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIVERSITÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET DE GESTION
DE POZNAŃ

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France
Alastaire ALINSATO, Bénin
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban
Camille BAULANT, Professeur (R.I.P.) †
Francis BISMANS, France, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Ewa FRAŃCKIEWICZ, Pologne
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Małgorzata Magdalena HYBKA, Pologne
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Laura MARCU, Roumanie
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie
Boniface MBIH, France
Mbodja MOUGOUE, Professeur (R.I.P.) †
Francisco OCARANZA, Chili
Thierry PAIRAULT, France
Jacques POISAT, France
Alain REDSLOB, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Alain SAFA, France
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie
Abdou THIAO, Sénégal
Piotr TRAPCZYŃSKI, Pologne
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada
Juliana VASSILEVA, Bulgarie
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright 2025 by the Authors

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr>



ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos (Krzysztof Malaga).....	3
Moustapha FOFANA, Laugba Aline Desiree N'CHO Modélisation théorique des conflits fonciers entre migrants et autochtones : Une analyse par la théorie des jeux	9
Juliana VASSILEVA, Roger TSAFACK NANFOSSO L'incubation entrepreneuriale au sein de l'université entrepreneuriale : Études de cas en Europe et en Afrique	37
Yaovi Fagda Tchota AGBE, Ezzo-Hanam ATAKE Transformation structurelle et sante des populations dans les pays de l'Afrique subsaharienne : Role du capital humain, des infrastructures et des institutions	57
Galo BA Effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne : Une analyse par zone d'intégration économique	83
Komlan Amen DOGBE Déterminants du risque d'incertitude en Afrique subsaharienne	105
Mohamed Tidjane KINDA Corruption et instabilité de la loi de Wagner : Une approche par les ruptures structurelles des dépenses militaires dans les pays du G5-Sahel	141
Jean-François PONSOT, Siham RIZKALLAH Soutenabilité de la dollarisation au Liban	175
Amal TORBEY CHAHINE, Rosette GHOSOUB SAYEGH La soutenabilité des startups féminines dans un Liban en période de crise	199
Modeste G. A. DEDEHOUANOU Analyse du fonctionnement des collectivités locales au Bénin : Quelles possibilités de financement extérieur ?	225

Toussaint Armel BAKALA

Analyse de la soutenabilité de la dette publique fondée sur le concept d'espace budgétaire : Cas de la République du Congo..... 253

Lardja KOLANI, Koffi Charles SAGBO

Analyse des déterminants socioéconomiques de la demande de crédit des ménages agricoles au Togo 277

Ibrahima SY, Kokou Fambari ATCHI

Effet de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat au Togo 301

AVANT-PROPOS

C'est avec une grande satisfaction que nous présentons à nos lecteurs le numéro 1/2025 de la RIELF. Il contient 12 articles rédigés par 20 auteurs issus de 10 pays : Bénin, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, France, Liban, République du Congo, Sénégal et Togo.

Moustapha FOFANA et **Laugba Aline Desiree N'CHO** dans l'article *Modélisation théorique des conflits fonciers entre migrants et autochtones : Une analyse par la théorie des jeux* développent un modèle théorique qui permet d'expliquer, à l'aide de la théorie des jeux, les interactions stratégiques entre deux agents rationnels : les migrants et les natifs (les fils du sol). Ce modèle propose une approche qui révèle certains paramètres clés expliquant le choix entre guerre et paix lorsque les deux parties jouent simultanément. Il montre que si l'on néglige les migrations vers les régions riches, la solution pacifique semble toujours dominée par une solution guerrière. Le modèle explique les paramètres susceptibles de favoriser la coopération ou les conflits entre migrants et autochtones. Ainsi, une pression ou des menaces accrues de la part de l'une des parties peuvent entraîner une escalade du conflit, car les deux régions sont stratégiquement complémentaires. L'amélioration des techniques agricoles, la construction d'infrastructures, le développement du capital humain ou toute mesure visant à accroître la productivité agricole facilitent la coopération entre les deux entités. L'originalité de cet article réside dans l'application de la théorie des jeux pour analyser les interactions stratégiques entre migrants et autochtone dans le contexte des conflits. Les résultats indiquent que l'augmentation des techniques culturelles contribue à réduire les tensions, tandis que l'accroissement des envois de fonds accentue le risque de conflits. En revanche, l'offre de travail migrant dans l'agriculture favorise un partage des ressources, bien que son impact sur les conflits soit incertain. Cette étude propose ainsi un modèle théorique pour mieux comprendre ces dynamiques complexes et guider les politiques en matière d'intégration et de gestion des migrations.

Juliana VASSILEVA et **Roger TSAFACK NANFOSSO** dans l'article *L'incubation entrepreneuriale au sein de l'université entrepreneuriale : Études de cas en Europe et en Afrique* explorent les modèles européens et africains d'activités entrepreneuriales universitaires et d'initiatives d'incubation d'entreprises, en mettant en lumière leur impact sur la société et le développement socio-économique. L'objectif est de mieux comprendre la contribution de la « troisième mission »

des universités, axée sur la responsabilité sociale et économique. Une approche qualitative et exploratoire a été adoptée pour comparer deux contextes culturels distincts. L'analyse repose sur des études de cas, des observations et l'examen des pratiques organisationnelles dans des écosystèmes universitaires variés. Les résultats révèlent des différences significatives dans les approches organisationnelles et les effets concrets des initiatives universitaires sur la société. Les modèles analysés montrent comment les contextes spécifiques influencent l'impact des actions entrepreneuriales. Cette recherche enrichit les modèles de développement de l'éducation à l'entrepreneuriat et favorise la collaboration interculturelle et intercontinentale. Elle offre de nouvelles perspectives pour l'intégration des universités dans leurs écosystèmes entrepreneuriaux locaux et globaux.

Yaovi Fagda Tchota AGBE et Eso-Hanam ATAKE dans l'article *Transformation structurelle et santé des populations dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Role du capital humain, des infrastructures et des institutions* analysent l'effet de la transformation structurelle sur la santé des populations dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Pour l'analyse des données, le modèle à effets fixes avec variables instrumentales a été retenu. En raison de la disponibilité des données, l'étude porte sur 30 pays de l'Afrique subsaharienne et couvre la période allant de 1995 à 2019. La transformation structurelle n'étant pas un processus automatique, les déterminants de la transformation structurelle ont été analysés. Les résultats montrent que la transformation structurelle a un effet positif et significatif sur la santé des populations dans les pays de l'Afrique subsaharienne. En effet, les résultats montrent que la transformation structurelle réduit significativement la mortalité infantile et la mortalité des enfants de moins de cinq ans. Elle affecte également positivement l'espérance de vie à la naissance. La transformation structurelle n'étant pas un processus mécanique, les résultats montrent que l'éducation, les infrastructures et les institutions sont les principaux déterminants de la transformation structurelle dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Les auteurs complètent le cadre théorique développé par Mosley et Chen (1984) en y intégrant la transformation structurelle comme facteur susceptible d'améliorer les résultats de santé.

Galo BA dans son article *Effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne : Une analyse par zone d'intégration économique* tente d'évaluer les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire en Afrique Subsaharienne (ASS), et en son sein les zones d'intégration économique (CEDEAO, CEEAC, SADC). Le modèle AMG est utilisé à cet effet puisqu'il prend en compte la dynamique à long terme, avec les estimateurs MG et CCEMG sur données de panels pour 30 pays d'ASS couvrant la période 1990-2023. Les résultats montrent que la température et les précipitations ont respectivement des effets négatifs et positifs significatifs sur la disponibilité et l'accessibilité des denrées alimentaires, mais non sur l'utilisation alimentaire en ASS à long terme. L'analyse par zone d'intégration révèle que les effets néfastes de la température sur

la disponibilité sont plus importants dans la SADC que dans la CEEAC et de la CEDEAO. Par contre, les effets bénéfiques des chutes de pluie sur la disponibilité sont plus notables dans la CEEAC que dans la CEDEAO et la SADC. Les effets néfastes de la température et les effets bénéfiques sur l'accessibilité sont plus importants dans la zone CEEAC que dans les zones CEDEAO et SADC. L'originalité de ce travail réside dans le fait de montrer la disparité qui existe entre les différentes zones d'intégration économique. L'article suggère que les autorités doivent mettre en place des méthodes appropriées d'adaptation au changement climatique pour améliorer la sécurité alimentaire.

Komlan Amen DOGBE dans l'article *Déterminants du risque d'incertitude en Afrique subsaharienne* examine les facteurs qui contribuent au risque d'incertitude dans 26 pays de l'Afrique subsaharienne. Il utilise un modèle probit dichotomique estimé par la technique du maximum de vraisemblance pour des données de panel sur la période entre 2003 à 2020. Les résultats montrent que les coups d'État, la COVID-19, les mesures répressives, les mouvements antisystèmes, la corruption du régime, l'ouverture du pays, et l'exclusion politique accroissent le risque d'incertitude. En revanche, la stabilité politique et absence de violence et les dépenses militaires réduisent le risque d'incertitude. Les pays de l'Afrique australe et orientale sont plus exposés au risque par rapport à ceux de l'Afrique occidentale. L'étude révèle aussi une forte corrélation spatiale de risque d'incertitude entre les pays de la sous-région. Les autorités doivent prendre des mesures pour réduire les facteurs d'incertitude afin d'éviter le phénomène de répétition. L'originalité de cet article réside dans sa capacité à répondre à une problématique d'une grande pertinence face à la recrudescence des crises d'incertitude en Afrique subsaharienne. En mettant en évidence les déterminants spécifiques de ce risque dans un contexte marqué par une instabilité politique accrue, des crises sanitaires mondiales et des tensions institutionnelles, il contribue de manière significative à la compréhension et à l'atténuation des risques d'incertitude en Afrique subsaharienne.

Mohamed Tidjane KINDA dans l'article *Corruption et instabilité de la loi de Wagner : Une approche par les ruptures structurelles des dépenses militaires dans les pays du G5-Sahel* recherche la relation entre les dépenses militaires et le revenu national dans l'objectif de tester la loi de Wagner pour les pays du G5-Sahel sur la période 1984 à 2018. Aussi, il est pris en compte l'effet de la corruption sur la stabilité de cette loi. Pour atteindre ces objectifs, le modèle de Peacock et Wiseman (1961) est utilisé et estimé par la méthode des ruptures structurelles multiples de Bai et Perron (2003). Les résultats montrent que cette loi est confirmée pour l'ensemble des pays du G5-Sahel avec une variabilité selon différents régimes temporels. Cependant, le secteur de la défense qui était un bien public supérieur devient un bien inférieur, à cause de la corruption. Ainsi, la gouvernance vertueuse dans le secteur de la défense doit être une priorité pour les pays du G5-Sahel, afin d'affecter de manière optimale et efficiente des ressources nationales. L'une des

premières contributions de cette recherche est l'application de la loi de Wagner sur les dépenses militaires. En effet, très peu d'études analysent cette loi dans le secteur africain de la défense. La seconde contribution est la prise en compte de la corruption dans la relation entre PIB et dépenses militaires. L'efficacité et la gestion vertueuse des dépenses militaires demeurent l'une des conditions de la réussite de la lutte contre le terrorisme dans le Sahel.

Jean-François PONSOT et **Siham RIZKALLAH** dans l'article *Soutenabilité de la dollarisation au Liban* tentent d'identifier le processus de dollarisation qui a commencé au Liban avec l'hyperinflation et la forte dépréciation des années quatre-vingt qui reflète une inertie, voire une accélération avec la crise multidimensionnelle que connaît le pays depuis octobre 2019. Suite à la normalisation de la situation actuelle grâce à une dollarisation qui est devenue quasi intégrale et quasi officielle, la principale question qui se pose porte sur les facteurs de durabilité et de soutenabilité d'une éventuelle officialisation complète de la dollarisation. Les auteurs adoptent une approche de recherche évaluative permettant d'expliquer les déterminants de l'irréversibilité de la dollarisation avec une addiction au dollar américain, de mettre en lumière les facteurs nécessaires de durabilité de la dollarisation officielle intégrale, et de préciser les réformes structurelles clés qui pourraient être nécessaires pour la soutenabilité de la dollarisation au Liban. La méthodologie de recherche se base sur une philosophie tournée vers le post-positivisme et une approche de la recherche hypothético-déductive ou l'hypothèse peut être déduite d'une théorie déjà formulée, de travaux antérieurs ou déduite par analogie. Les résultats montrent que la réussite de la dollarisation intégrale nécessite la réalisation d'un éventail de conditions monétaires, budgétaires, législatives exigeant un consensus national et des réformes globales. La valeur principale du travail avec l'ouverture du débat sur la dollarisation au parlement libanais permet de visualiser les conditions de sa réussite au préalable surtout qu'il s'agit d'un processus irréversible et de tirer les leçons nécessaires pour tout autre pays connaissant une expérience similaire.

Amal TORBEY CHAHINE et **Rosette GHOSSOUB SAYEGH** dans l'article *La soutenabilité des startups féminines dans un Liban en période de crise* analysent les facteurs influençant la viabilité des startups féminines au Liban, en particulier dans un contexte de crises multiples. L'objectif est de comprendre comment ces facteurs impactent l'autonomie financière des femmes entrepreneures et leur rôle dans l'émancipation des femmes dans une société en proie à des défis économiques, politiques et sociaux. L'approche méthodologique repose sur une revue de littérature ainsi qu'une analyse économétrique utilisant le modèle Elastic Net pour identifier et évaluer l'impact des différents facteurs sur la performance des startups féminines. L'étude prend en compte des variables telles que l'innovation des produits, la stabilité économique et les crises en cours. Les résultats révèlent que l'innovation des produits est le facteur le plus déterminant pour le succès financier

des startups féminines, tandis que les multiples crises, notamment économiques et politiques, exercent une pression négative sur leur viabilité. La stabilité du contexte socio-économique est cruciale pour garantir le développement de ces entreprises. Cette recherche se distingue par sa prise en compte de l'entrepreneuriat féminin dans un environnement marqué par une série de crises, offrant ainsi une perspective novatrice sur les défis uniques rencontrés par les femmes entrepreneures au Liban. Elle souligne également l'importance de soutenir ces initiatives pour favoriser l'émancipation économique des femmes dans un contexte difficile.

Modeste G. A. DEDEHOUANOU dans l'article *Analyse du fonctionnement des collectivités locales au Bénin : Quelles possibilités de financement extérieur* tente d'évaluer les possibilités d'emprunt des CL Béninoises après plus de deux décennies de mise en œuvre de la décentralisation. L'approche adoptée consiste à analyser suivant des indicateurs financiers spécifiques, les données quantitatives et qualitatives collectées auprès des 25 communes dont 3 à statut particulier sur la période 2004 à 2022. L'analyse d'effet basée sur des hypothèses a été également faite et les implications dégagées. Les résultats montrent que certaines communes béninoises notamment les CSP et celles intermédiaire peuvent prendre des parts de marchés à condition qu'elles revoient leur structure en s'adaptant aux conditions des marchés financiers, mais aussi et surtout en réalisant des infrastructures qui pourraient produire la richesse indispensable pour faire face aux services de la dette. L'analyse a montré également que les prêts continus et permanents ont un impact réel sur l'équilibre des biens et services que les prêts ponctuels et de très court terme. L'originalité de cet article réside dans la prospection de possibilités d'emprunts des CL béninoises en faisant la différence entre les CSP (facilité d'emprunt conditionnées) et les Communes Intermédiaires et ordinaires (refonte de leur fonctionnement). L'article a permis également de suggérer des actions en termes de recours à l'emprunt pour les CL béninoises, par le biais du marché obligataire et des banques de développement, qui s'avèrent plus avantageuses que les autres institutions financières.

Toussaint Armel BAKALA dans son article *Analyse de la soutenabilité de la dette publique fondée sur le concept d'espace budgétaire : Cas de la République du Congo* analyse par le biais du concept de « l'espace budgétaire » et propose des mesures en termes de politique économique afin de consolider cet espace budgétaire. Leur approche de la soutenabilité de la dette publique du Congo par l'espace budgétaire s'inspire du modèle de Ghosh et al. (2013). C'est une fonction de réaction non linéaire du solde budgétaire primaire face à l'augmentation de la dette publique. A l'instar de Lozano-Espitia et Julio (2019), la prime de risque est endogène au niveau d'endettement de sorte que le taux d'intérêt augmente avec le niveau croissant de la dette. Les résultats des estimations de la limite d'endettement et de l'espace budgétaire du Congo en 2020 correspondent respectivement à 109% et 10,5% du PIB. Ce qui signifie que les marges de manœuvre du gouvernement

congolais sont nettement insuffisantes pour garantir la soutenabilité de sa dette publique à long terme. Les résultats des estimations montrent aussi qu'à 82% du PIB, le niveau de la dette publique du Congo devient préoccupant et que la fonction de réaction budgétaire du gouvernement s'essouffle lorsque sa dette publique atteint 102,6% du PIB. L'originalité de ce travail de recherche vient de ce que la notion de soutenabilité de la dette publique, qui est un concept difficile à appréhender, est ici circonscrite à travers des seuils et des points d'essoufflement de la fonction de réaction.

Lardja KOLANI et Koffi Charles SAGBO dans l'article *Analyse des déterminants socioéconomiques de la demande de crédit des ménages agricoles au Togo* tentent d'identifier les facteurs socioéconomiques qui influent sur la demande de crédit des ménages agricoles au Togo. Pour ce faire, ils utilisent un modèle logit binaire appliqué sur les données de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM, 2018). Les résultats de l'analyse de régression logistique binaire révèlent une corrélation positive et significative entre l'accès aux services financiers des ménages agricoles et des variables telles que le niveau d'éducation formelle du chef de ménage, sa situation matrimoniale, la taille de l'exploitation du ménage, les types de sol de l'exploitation du ménage ainsi que le revenu du ménage. Ces variables sont des facteurs déterminants qui favorisent l'accès des ménages agricoles aux services financiers. Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer les politiques publiques visant à améliorer cet accès, en particulier en mettant l'accent sur les variables identifiées. L'originalité de cette recherche réside dans son ancrage empirique au contexte togolais offrant ainsi une contribution pertinente à la compréhension des facteurs socio-économiques influençant la demande de crédit des ménages agricoles et à l'élaboration de politiques de financement agricole plus inclusives et efficaces.

Ibrahima SY et Kokou Fambari ATCHI dans l'article *Effet de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat au Togo* examinent l'effet de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat des individus au Togo. Une stratégie de variable instrumentale a été adoptée pour contrôler le biais d'endogénéité dû à une relation à double sens entre l'inclusion financière et l'entrepreneuriat. Les données utilisées proviennent de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM, 2019). Les résultats montrent un effet positif de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat. Par les effets d'interaction, l'effet reste positif selon la zone géographique, mais il n'est pas significatif selon le genre et diminue au fur et à mesure que le niveau d'éducation augmente. Les interventions politiques gagneraient en efficacité en créant un environnement favorable à l'accès aux services financiers pour tous, sans distinction de genre, et en intégrant la culture entrepreneuriale dans la formation des apprenants.